

BUREAU METROPOLITAIN DU lundi 24 janvier 2022

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16		
QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
15	0	1
OBJET DE LA DECISION		
<p style="text-align: center;">N° 2 2 / 4 9</p> <p style="text-align: center;">DEPLACEMENT D'UNE CONDUITE PUBLIQUE D'EAU POTABLE SUR UNE PROPRIETE PRIVEE SISE A TOULON CORNICHE GENERAL DE GAULLE CADASTREE SECTION BM N°12 ET 13 ET ABANDON DE LA SERVITUDE DE PASSAGE ET DE TREFONDS CORRESPONDANTE</p>		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI,
Mme Nathalie BICAIS,
M. Robert CAVANNA, M.
Yannick CHENEVARD,
M. Jean-Pierre COLIN,
M. Hubert FALCO, M.
Jean-Pierre GIRAN, M.
Arnaud LATIL, M. Jean-
Louis MASSON, M. Ange
MUSSO, M. Francis ROUX,
M. Christian SIMON, M.
Hervé STASSINOS, M.
Jean-Sébastien VIALATTE,
M. Gilles VINCENT

ABSENTS :

M. Robert BENEVENTI

DECISION METROPOLITAINE

N° 2 2 / 4 9

BUREAU DU 24 janvier 2022

**OBJET : DEPLACEMENT D'UNE CONDUITE PUBLIQUE
D'EAU POTABLE SUR UNE PROPRIETE PRIVEE SISE
A TOULON CORNICHE GENERAL DE GAULLE
CADASTREE SECTION BM N°12 ET 13 ET
ABANDON DE LA SERVITUDE DE PASSAGE ET DE
TREFONDS CORRESPONDANTE**

LE BUREAU METROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création
de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°21/12/406 du 16 décembre 2021 portant délégations
au Président et au Bureau,

VU le permis de construire n°083 137 20 C 0045 délivré le 9 novembre 2020
à la société CERIM C/O COGEDIM Provence,

VU le courrier en date du 29 novembre 2021 de la société CERIM C/O COGEDIM PROVENCE,

VU le projet de convention relatif au déplacement d'une canalisation publique d'eau potable située en servitude sur les parcelles sises à Toulon corniche Général de Gaulle cadastrées section BM n°12 et 13,

VU le contrat de délégation de service public de la gestion de l'eau potable confié à la société Véolia,

VU le plan de division parcellaire établi par le cabinet OPSIA en date 7 octobre 2021,

CONSIDERANT que dans le cadre du permis de construire obtenu par la société CERIM C/O COGEDIM PROVENCE sur des terrains situés à Toulon corniche Général de Gaulle, cadastrés section BM n°12 et 13, cette société a sollicité la Métropole Toulon Provence Méditerranée en vue du déplacement sur la voirie publique, de la conduite publique d'eau potable de diamètre DN 150 située sur les parcelles servant d'assiette au projet, laquelle conduite empêche la mise en œuvre de ce projet,

CONSIDERANT que le passage de cette conduite d'eau potable a été établi aux termes d'un acte contenant servitude de passage et de tréfonds, publié le 17 janvier 1887,

CONSIDERANT que cette société s'est engagée, par courrier en date du 29 novembre 2021, à déplacer à ses frais, sur la voirie publique, cette canalisation, dans le respect des modalités de la convention relative au déplacement d'une canalisation publique d'eau potable transmise par les services de la Direction de l'Eau de la Métropole,

CONSIDERANT que dans ce même courrier, la société CERIM C/O COGEDIM PROVENCE a demandé l'abandon de la servitude de passage et de tréfonds publiée en 1887, à l'issue des travaux de dévoiement et après la réception de la nouvelle conduite par les services de la Métropole,

CONSIDERANT qu'il convient par conséquent, d'une part, d'autoriser la société CERIM C/O COGEDIM PROVENCE à déplacer à ses frais, sur la voirie publique, la canalisation publique d'eau potable d'un diamètre DN 150 qui traverse les parcelles situées à Toulon Corniche Général de Gaulle, cadastrées section BM n°12 et 13, dans le respect des modalités prévues par la convention relative au déplacement d'une canalisation d'eau publique transmise par les services de la Métropole,

CONSIDERANT qu'il convient d'autre part, d'autoriser la signature par cette société et par la Métropole, de la convention de travaux sus-indiquée, et de tous les documents constatant l'abandon de la servitude de passage et de tréfonds de la canalisation d'eau potable sur les parcelles cadastrées section BM n°12 et 13, publiée le 17 janvier 1887,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

D'AUTORISER la société CERIM C/O COGEDIM PROVENCE à déplacer sur la voirie publique, la conduite publique d'eau potable de diamètre DN 150 située à Toulon Corniche Général de Gaulle sur les parcelles privées cadastrées section BM n°12 et 13.

ARTICLE 3

DE DIRE que le dévoiement de cette conduite publique d'eau potable devra respecter les modalités de la convention de travaux relative au déplacement d'une canalisation publique transmise par la Direction de l'eau de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à la société CERIM C/O COGEDIM PROVENCE pour prise en compte et signature.

ARTICLE 4

D'ABANDONNER la servitude de passage et de tréfonds de cette conduite d'eau potable, sur les parcelles privées appartenant à la société CERIM C/O PROMOTION PROVENCE.

ARTICLE 5

D'AUTORISER Monsieur Hubert FALCO, Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, à signer d'une part, la convention de travaux relative au déplacement de la conduite d'eau potable, d'autre part, l'acte notarié constatant l'abandon de la servitude de passage et de tréfonds sur les parcelles privées appartenant à la société CERIM C/O COGEDIM PROVENCE à intervenir ainsi que tous les documents annexes nécessaires.

ARTICLE 6

DE DESIGNER Maître Emilie NEYRAT, notaire en l'office MASSIANI-ROQUEBERT, notaires associés à Ollioules en vue de la rédaction de l'ensemble des documents et actes nécessaires à l'abandon de cette servitude de passage et de tréfonds.

ARTICLE 7

DE DIRE que tous les frais d'actes seront à la charge de la société CERIM
C/O COGEDIM PROVENCE.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à TOULON, le 24 janvier 2022

Hubert FALCO

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Ancien Ministre



POUR : 15
CONTRE : 0
ABSTENTION : 0

Réseau AEP

Toulon Provence Méditerranée

**CONVENTION RELATIVE AU DÉPLACEMENT D'UNE CANALISATION PUBLIQUE
D'EAU POTABLE SITUEE EN SERVITUDE SUR LES PARCELLES ACTUELLES BM12
ET BM13**

<p>CONVENTION RELATIVE AU DÉPLACEMENT D'UNE CANALISATION PUBLIQUE D'EAU POTABLE SITUEE EN SERVITUDE SUR LES PARCELLES ACTUELLES BM12 ET BM13</p>

SOMMAIRE

CHAPITRE I - DISPOSITIONS GÉNÉRALES	4
CHAPITRE II - CONDITIONS D'EXÉCUTION DES TRAVAUX	5
CHAPITRE III - DISPOSITIONS FINANCIÈRES.....	5

Annexe 1 : Plans de localisation des réseaux concernés par la présente convention

Annexe 2 : Servitude de 1887 retranscrite

**CONVENTION RELATIVE AU DÉVOIEMENT D'UNE CANALISATION PUBLIQUE D'EAU POTABLE
SITUEE EN SERVITUDE SUR LES PARCELLES ACTUELLES BM12 ET BM13**

Entre les soussignés :

La **SASU CERIM** à qui le permis de construire référence PC 083 137 20 C0045 a été délivré en date du 9 novembre 2020, représentée par Christophe DEL PELLEGRINO, directeur d'Agence Var Ouest, et dûment habilité à cet effet et désignée ci-après par l'appellation « **CERIM** »

d'une part,

et,

La **Métropole Toulon Provence Méditerranée**, représentée par son Président Monsieur Hubert FALCO, sise Hôtel d'agglomération - 107, Boulevard Henri Fabre - CS 30536 - 83041 TOULON CEDEX 9, agissant en tant que Maître d'Ouvrage pour les réseaux d'eau potable (AEP) et d'eaux usées (EU) pour les communes de Toulon, La Valette du Var et La Garde, habilité par décision du Bureau Métropolitain n° en date du, et désignée ci-après par le terme : « **MTPM** »,

d'autre part.

PREAMBULE

Un projet immobilier prévoit sur les parcelles BM12 et BM13 situées 1220 corniche du Général de Gaulle/Chemin Sainte Agathe la démolition de deux villas et la construction de logements pour une surface de plancher déclarée de 1030,20m². Le permis de construire a été délivré en date du 9 novembre 2020.

Une conduite publique de diamètre DN150 passe sur ces deux parcelles, ce qui est bloquant pour le projet immobilier tel que prévu dans le permis. Une servitude publiée le 17/01/1887 établit la présence de la conduite sur ces parcelles privées.

Le promoteur ayant connaissance de la présence de cette conduite, a sollicité la métropole afin de pouvoir déplacer cette conduite à ses frais sous domaine public. La direction de l'eau et de l'assainissement souhaite permettre la réalisation de ces travaux et donc établir cette convention.

Il a été convenu ce qui suit :

CHAPITRE I - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de préciser les modalités des travaux de dévoiement d'une canalisation publique dans le cadre du projet de construction d'un collectif de logements situé Chemin sainte Agathe / Corniche du Général de Gaulle parcelles BM12 et BM13, Permis de construire n° 083 137 20 C0045 délivré en date du 9 novembre 2020.

Une servitude publiée le 17/01/1887 établit la présence de la conduite sur ces parcelles privées.

Le présent document vise donc à :

- Définir la nature des travaux à réaliser pour sortir la conduite de ces parcelles et la positionner sous le domaine public
- Préciser la prise en charge des travaux de dévoiements et des coûts qui en découlent
- Préciser les modalités d'abandon de la servitude existante

ARTICLE 2 - ROLE DES INTERVENANTS

2.1 Rôle de la Métropole

La Métropole est le propriétaire des réseaux à déplacer. Les spécifications techniques du service eau potable à appliquer pour les travaux ont été transmises à CERIM. La métropole peut à tout moment se rendre sur le chantier afin de contrôler les travaux.

2.2 Rôle de CODEDIM

Afin de permettre le dévoiement de la canalisation de la Métropole conformément aux exigences de MTPM et au fascicule 71, Cogedim effectuera les opérations suivantes (dont la liste n'est pas limitative) :

- Se rapprocher d'une entreprise canalisatrice pour établissement d'un devis et d'un plan projet qui sera soumis à validation de MTPM
- Prendre en charge la totalité des études nécessaires préalables au démarrage des travaux, ainsi que les travaux
- Tenir informé MTPM de la date du commencement des travaux et de leur avancée

ARTICLE 3 – PLAN DE LA CANALISATION A DÉVOYER

La canalisation concernée par le dévoiement correspond au tronçon en fonte DN150 qui relie la conduite en fonte DN150 située sur le chemin de Sainte Agathe et la DN250 située sur le chemin de la Batterie Basse.

En annexe 1 de la présente convention sont joints les plans de repérage des réseaux à dévoyer.

ARTICLE 4 - PIÈCES INCORPORÉES A LA CONVENTION

La liste ci-dessous énumère les pièces contractuelles constituant la convention :

- la présente convention,
- l'ANNEXE 1 – Plans de localisation des réseaux concernés par la présente convention
- l'ANNEXE 2 – Servitude (transcription) publiée le 17/01/1887

CHAPITRE II - CONDITIONS D'EXÉCUTION DES TRAVAUX

ARTICLE 4 – ÉTUDES ET TRAVAUX EXECUTES PAR LA MÉTROPOLE

Sans objet.

ARTICLE 5 – TRAVAUX ET ÉTUDES EXECUTES PAR COGEDIM

Cogedim doit se rapprocher d'une entreprise canalisatrice pour établissement d'un devis et d'un plan projet qui sera soumis à validation de MTPM.

Les travaux doivent être réalisés conformément aux spécifications du service eau potable transmises par MTPM ainsi qu'au fascicule 71.

Une fois les travaux terminés, la nouvelle conduite ne pourra être mise en service et intégrée au réseau public d'eau potable qu'après avoir été vérifiée conformément au fascicule 71, qu'un DOE conforme ait été remis à MTPM et que la métropole ait donné sa validation écrite pour la réception.

ARTICLE 6 - PROPRIÉTÉ DE L'OUVRAGE RETABLI – ABANDON DE SERVITUDE

Les réseaux établis deviennent dès réception la propriété de la Métropole qui en assure l'exploitation et l'entretien, sous sa seule responsabilité et à ses frais. Il n'y a aucune nouvelle servitude à établir.

L'ancienne servitude de 1887 n'ayant plus lieu d'exister sur ces parcelles, puisque la canalisation aura été déplacée sous le domaine public, devra être abandonnée par la régularisation d'un acte notarié.

CHAPITRE III - DISPOSITIONS FINANCIÈRES

ARTICLE 7 – PRISE EN CHARGE DES TRAVAUX

**CERIM C/O COGEDIM PROVENCE– TOULON PROVENCE
MEDITERRANEE**

Les travaux étant générés par l'opération immobilière objet du permis de construire PC 083 137 20 C0045 (travaux qui sont d'ordre privé), l'ensemble des dépenses relatives aux travaux cités dans cette convention est pris en charge par CERIM.

A l'achèvement des travaux, afin de régulariser l'abandon de servitude, les frais d'acte correspondant seront à la charge de CERIM.

À Toulon, le

**Le Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée**

M. Hubert FALCO

**Le Directeur d'Agence Var Ouest
CERIM C/O COGEDIM PROVENCE**

M. Christophe DEL PELLEGRINO

**CONVENTION RELATIVE AU DÉVOIEMENT D'UNE CANALISATION PUBLIQUE D'EAU
POTABLE SITUEE EN SERVITUDE SUR LES PARCELLES ACTUELLES BM12 ET BM13**

Annexe 1

Plans de localisation des réseaux concernés par la présente convention

**CONVENTION RELATIVE AU DÉVOIEMENT D'UNE CANALISATION PUBLIQUE D'EAU
POTABLE SITUEE EN SERVITUDE SUR LES PARCELLES ACTUELLES BM12 ET BM13**

Annexe 2

Servitude de 1887 retranscrite



A l'attention de Monsieur le Président FALCO
Direction Immobilier et Foncier
107, Boulevard Henri Fabre – CS 30536
83041 TOULON CEDEX 9, FRANCE

Toulon, le 29 Novembre 2021

Affaire suivie par Mme Anaïs NICOLAS et Monsieur Michel VANDELLI

Objet : Corniche Général de Gaulle TOULON : rétrocession foncière et déplacement d'une AEP publique

Monsieur le Président,

Dans le cadre d'un projet immobilier situé au 1220 Corniche Général de Gaulle à Toulon, la société CERIM C/O COGEDIM PROVENCE est propriétaire depuis le 29 avril 2021 des parcelles BM12 et BM13 constituant l'assiette foncière du PC N°083 137 20 C0045 obtenu en date du 09 Novembre 2020 et définitif à ce jour.

En l'espèce, une partie de la parcelle BM13 se trouve de fait intégré à la voirie publique (cf. photo ci-jointe). Afin d'anticiper une régularisation foncière, nous avons fait réaliser par le cabinet OPSIA, géomètre expert, un document d'arpentage basé sur le plan de division ci-joint identifiant les nouvelles parcelles sous les numéros BM 294, BM295 et BM12. Par courriel en date du 22 septembre 2021, nous avons pris attache auprès de la Direction de l'Immobilier et du Foncier, afin de valider la rétrocession à titre gratuit de la parcelle BM295 au profit de la collectivité.

Vous trouverez ci-joint l'accord de principe émis par la Métropole en réponse à notre courriel. La régularisation de ladite rétrocession interviendra après obtention de la non-contestation de la conformité du Permis susvisé par acte administratif publié au Service Public Foncier, dont les frais notariés resteront à notre charge.

Par ailleurs, une conduite publique d'Adduction d'Eau Potable de diamètre DN150 traverse les parcelles cadastrales privées, assiette dudit projet. Une servitude publiée le 17 Janvier 1887 établit la présence de cette conduite. Ainsi, nous avons sollicité la Direction de l'Eau et de l'Assainissement afin de procéder au dévoiement sur le domaine public de ladite canalisation. Pour ce faire nous avons d'ores et déjà établi un devis par l'entreprise agréée Véolia dont copie ci-joint. Lesdits travaux seront réalisés à nos frais. Nous sollicitons également votre accord quant à l'annulation de la servitude de 1887 précitée par l'intervention de l'Etude Roquebert, Massiani et Associés, à Ollioules.

Nous vous remercions par retour de bien vouloir nous faire part de votre accord sur les deux sujets ci-dessus développés.

Veuillez recevoir nos sincères salutations,

Jérôme JOUANEL
Directeur de la Production





Compagnie des Eaux et de l'Ozone
Territoire Var Provence Méditerranée
CS 10579
83041 TOULON CEDEX
Tel : 04 94 46 72 56

Référence à rappeler : 04.058.427.012889.37 21047
CERIM C/O COGEDIM PROVENCE
Coupon à joindre à votre règlement de 41 403,56 €
Acompte à l'ordre de Compagnie des Eaux et de l'Ozone
DEVIS N° 04-184481

TOULON, le 02/12/2021

DEVIS

CERIM C/O COGEDIM PROVENCE

19A rue Gimelli
83000 TOULON

Référence à rappeler : 04.058.427.012889.37 21047

Imputation : 058 301 T1024 GA10

Objet : DEVOIEMENT RESEAU

Devis valide jusqu'au 01/04/2022

Adresse des travaux : Mr Rodier Place Ste AGATHE 83100 TOULON

DEVIS N° 04-184481

Désignation	Unité	Quantité	Prix unitaire	Montant H.T.	TVA
DEVOIEMENT DN 150 mm					
1) Découpage chaussée revetus	ml	134,000	7,24	970,16	20,00
2.0) Tranchée pelle mécanique en terrain ordinaire prof. 1.2m maxi, pour canalisation de DN a) inférieur à 150 mm	ml	66,000	23,19	1 530,54	20,00
2.2) PV au prix 2.0 & 2.1 pour terrassement à la main en terrain ordinaire	m3	4,000	55,06	220,24	20,00
2.3) PV au prix 2.0 et 2.1 pour travail en terrain rocheux nécessitant l'emploi du BRH ou du compresseur pour canalisation de DN: a) inférieur à 150 mm	dm	198,000	5,79	1 146,42	20,00
4) Enlèvement des terres en excédent ou impropres au remblai et transport en décharge publique dans un rayon maxi de 7Kms	m3	97,000	14,20	1 377,40	20,00
5) Fourniture, mise en place de c) Tout venant	m3	75,000	40,56	3 042,00	20,00
7) Croisement d'obstacle de DN a) DN inférieur 0.50m	u	3,000	36,51	109,53	20,00
8) Démontage de chaussée ou trottoir b) de toute autre nature de 0.20m d'épaisseur maxi	m2	75,000	14,49	1 086,75	20,00
10) Réfection définitive de : a) Chaussée ou enrobé de 0.10m d'épaisseur maxi	m2	75,000	28,96	2 172,00	20,00
12) Béton a) dosé à 300 kg pour massif	m3	1,000	246,31	246,31	20,00
17) Fourniture et pose de fonte express 2GS d) DN 150	ml	66,000	73,61	4 858,26	20,00
18) Fourniture, pose de pièces spéciales express en équivalence métrique d) DN 150	ml	19,200	73,61	1 413,31	20,00
23) Raccordement droit sur canalisation fonte a) DN 60	u	1,000	149,82	149,82	20,00
23) Raccordement droit sur canalisation fonte c) DN 100	u	1,000	278,78	278,78	20,00
23) Raccordement droit sur canalisation fonte d) DN 150	u	1,000	420,18	420,18	20,00
24) Raccordement latéral sur canalisation fonte f) DN 250	u	1,000	1 660,43	1 660,43	20,00
28) Fourniture et pose de robinet vanne b) DN 60	u	1,000	292,67	292,67	20,00
28) Fourniture et pose de robinet vanne d) DN 100	u	1,000	415,83	415,83	20,00
28) Fourniture et pose de robinet vanne e) DN 150	u	2,000	754,87	1 509,74	20,00
35) Fourniture et pose de grillage de signalisation	ml	70,000	1,73	121,10	20,00
40) Réception hygiénique du réseau avec analyse	u	1,000	217,34	217,34	20,00
17) Fourniture et pose de fonte express 2GS c) DN 100	ml	2 000	52,15	104,30	20,00
17) Fourniture et pose de fonte express 2GS a) DN 60	ml	2,000	35,35	70,70	20,00
18) Fourniture, pose de pièces spéciales express en équivalence métrique c) DN 100	ml	13,200	52,15	688,38	20,00
18) Fourniture, pose de pièces spéciales express en équivalence métrique a) DN 60	ml	14,200	35,35	501,97	20,00
33) Sondage de reconnaissance préliminaire	m3	12,000	86,92	1 043,04	20,00
30) Fourniture et pose de dispositif de purge a) DN 40	u	1,000	666,49	666,49	20,00
32) Dépense de robinet vanne f) de DN 60 et de DN 40mm	u	1,000	14,49	14,49	20,00

Désignation	Unité	Quantité	Prix unitaire	Montant H.T.	TVA
32)Dépose de robinet vanne d/de DN 200 et de DN 150mm	u	2,000	28,98	57,92	20,00
37 1)PV pour tête de bouche à clé 'PAVA' ou équivalent	u	5,000	86,92	434,60	20,00
1Aa)branchement neuf b)Forfait pour exécution d'un branchement DN 23*32 mm	U	1,000	608,53	608,53	20,00
1Ab)branchement neuf b)Le mètre linéaire pour un branchement DN 24,8*32 mm < 3m:	Pm	2,000	161,99	323,98	20,00
H B Droit de décharge	M3	86,000	15,68	1 348,48	20,00
HB Plus value pour évacuation des débits sur trajet>7Km et par tranche de 5Km	m3	344,000	4,12	1 417,28	20,00
Diagnostic amiante/HAP sur enrobé	u	1,000	1 722,00	1 722,00	20,00
Travaux pour réalisation d'un projet AEP avec travaux bureau, demande de DT, réunion d'étude et toutes démarches nécessaires	l	3,000	754,00	2 262,00	20,00
Total H.T.				34 502,97	
Montant H.T.				34 502,97	

Désignation TVA	Acompte H.T.	Montant H.T.	Taux	Acompte TVA	Montant TVA	Montant TTC
TVA à 20% acquittée sur les débits	34 502,97	34 502,97	20,00	6 900,59	6 900,59	41 403,56

Montant TTC	41 403,56 €
Acompte à payer	41 403,56 €

Nous vous remercions de bien vouloir nous confirmer votre accord sur cette proposition en nous retournant à l'adresse indiquée en haut à gauche de ce document :

- un exemplaire de ce devis, daté, signé et précédé de la mention manuscrite : « Devis reçu avant l'exécution des travaux »,
- le règlement de l'acompte à payer.

Dès réception de ces éléments, nous vous ferons parvenir la facture d'acompte attestant de votre règlement et de votre commande

Mention manuscrite

Date : 03/12/21

Signature :

P / Compagnie des Eaux et de l'Ozone

CERIM
COGEDIM PROVENCE
 19 A RUE GIMELLI
 83000 TOULON
 Tél. : 04.28.38.13.40
 SAS au capital de 3 000 €
 501 328 819 RCS MARSEILLE

Compagnie des Eaux et de l'Ozone
 CS 10579
 13041 TOULON Cedex 9

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Section : BM
Feuille(s) : 000 BM 01
Qualité du plan : Plan régulier avant
20/03/1980
Echelle d'origine : 1/1000
Echelle d'édition : 1/500
Date de l'édition : 06/10/2021
Support numérique : _____

D'après le document d'arpentage
dressé

Par MERHEB Mouatasssem (2)

Ref. : 14060/02

opsia méditerranée

Mouatasssem MERHEB
Géomètre Expert n°5837

83 70127 - 83040 Toulon Cedex 9 - France
Tel : +33(0)494 239 300
contact@opsia.fr - www.opsia.fr

(137)

d'ordre du document
age : 7929J

ment vérifié et numéroté le 06/10/2021

ULON

Bernard LAMURE
GEOMETRE
Signé

TOULON
171 avenue de Vert Coteau
CS 20127

83071 TOULON CEDEX
Téléphone : 04 94 03 95 01

cdif.toulon@dgif.finances.gouv.fr

CERTIFICATION
(Art. 25 du décret n° 55-471 du 30 avril 1955)

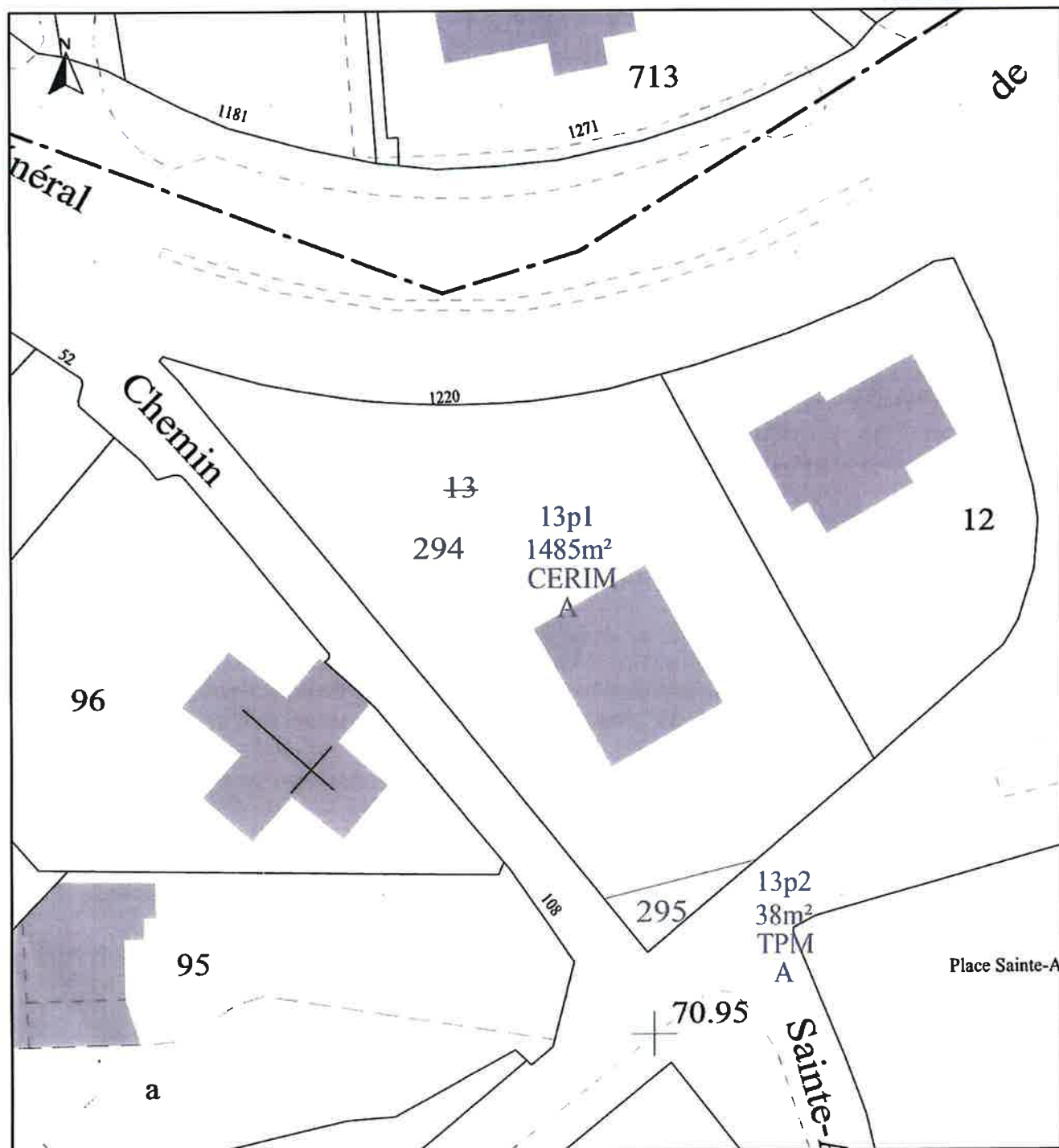
Le présent document d'arpentage, certifié par les propriétaires soussignés (3)
a été établi (1) :

A - D'après les indications qu'ils ont fournies au bureau ;
B - En conformité d'un piquetage : _____ effectué sur le terrain ;
C - D'après un plan d'arpentage ou bornage, dont copie ci-jointe, dressé
le _____ par _____ géomètre à _____

Les propriétaires déclarent avoir pris connaissance des informations portées
au dos de la présente 6463.

A _____, le _____

(1) Rayer les mentions inutiles. La formule A n'est applicable que dans le cas d'une acquisition (plan révisé par vote de mise à jour). Dans la formule B, les propriétaires peuvent être plusieurs.
(2) Qualité de la personne agréée (géomètre expert, inspecteur, géomètre ou technicien relevé du cadastre, etc.).
(3) Préciser les noms et qualité du signataire s'il est différent du propriétaire (mandataire, avocat, représentant qualifié de l'autorité agissant, etc.).



**PLAN PARCELLAIRE
JOINT A UN DOCUMENT D'ARPENTAGE**

DIVISION PARCELLAIRE DE LA PROPRIÉTÉ DE LA CERIM

